



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]  
Courriel : [REDACTED]  
Réf. : [REDACTED]

Madame [REDACTED]  
Directrice  
EHPAD LES CHENES VERTS  
63 ALL ANTOINE BOURDELLE  
82370 VILLEBRUMIER

Date : Lundi 26 février 2024.

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire  
Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier du 6/10/2023 reçu le 26/01/2024 par mail.

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 10 décembre 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau ci-joint, précise les cinq prescriptions maintenues et les cinq recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et des familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

**Sophie ALBERT**

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**  
**Tableau des remarques et des recommandations retenues**  
**Contrôle sur pièces de l'EHPAD « LES CHENES VERTS » (Villebrumier)**

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable*

**AGENCE REGIONALE OCCITANIE**  
**CONTROLE SUR PIECES N° : MS\_2023\_82\_CP\_20**  
**DOSSIER EHPAD LES CHENES VERTS**

Agence Régionale de Santé Occitanie  
26-28 Parc-Club du Millénaire  
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001  
34067 MONTPELLIER CEDEX 2  
occitanie.ars.sante.fr  

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues**

<b>Ecart(6)</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)</b>	<b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b>	<b>Réponse de l'établissement</b>	<b>Décision du Directeur Général de l'ARS</b>
<b>Ecart 1:</b> La Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée et active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	Art. D.312-158, 3° du CASF	<b>Prescription 1:</b> Constituer et mettre en place le CCG.	<b>Effectivité 2024</b>	[REDACTED]	<b>Maintien de la prescription n°1</b>  La mission a bien pris compte la future constitution.  <b>Délai : effectivité 2024.</b>
<b>Écart 2:</b> Les CR des CVS ne sont pas signés par le Président du CVS, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-20 du CASF.	Art. D. 311-20 du CASF	<b>Prescription 2:</b> La structure est invitée à s'assurer de la signature des CR des CVS par le Président du CVS, pour les prochaines séances.	<b>Immédiat</b>	[REDACTED]	<b>Levée de la prescription n°2</b>
<b>Ecart 3:</b> Le temps d'ETP du médecin coordonnateur contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 3:</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Effectivité 2024</b>	[REDACTED]	<b>Maintien réglementaire de la prescription n°3</b>  <b>Délai : effectivité 2024-2025</b>

<b>Écart 4:</b> Selon la structure, le projet d'établissement ne comprend pas un volet projet général médical décrivant les besoins de la population accueillie, les objectifs fixés pour améliorer la qualité et la sécurité des soins, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-38 du CASF.	Art. D.311-38 du CASF.  Art. D.312-155-3 alinéa 1° du CASF.	<b>Prescription 4:</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Effectivité 2024</b>	<div></div> <div></div>	<b>Maintien de la prescription n°4</b>  <b>Délai : dès conformité à la réglementation. Effectivité 2024.</b>
<b>Écart 5:</b> La structure déclare ne pas disposer d'une convention avec un ou plusieurs pharmaciens titulaires d'officine, ce qui contrevient à l'article L5126-10 du CSP.	Art. L.5126-10 du CSP	<b>Prescription 5:</b> La structure est invitée à établir une convention avec un ou des pharmaciens titulaires d'officine, conformément à l'article L.5126-10 du CSP. Transmettre la convention à l'ARS.	<b>6 mois</b>	<div></div> <div></div>	<b>Maintien de la prescription n°5</b>  <b>Délai : dès finalisation de la convention .</b>

<b>Écart 6:</b> La structure déclare ne pas avoir signé de conventions de partenariat avec un (ou plusieurs) établissement(s) d'hospitalisation en court séjour, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-155-0 du CASF.	Article D.312-155-0 modifié par Décret n°2022-731 du 27 avril 2022 - art.1 - 5ème alinéa	<b>Prescription 6 :</b> Établir une convention avec un ou plusieurs établissements d'hospitalisation en court séjour.	<b>6 mois</b>	<div></div> <div></div> <div></div>	<b>Maintien de la prescription n°3</b>  <b>Délai : fin du deuxième trimestre 2024 .</b>
---	--	--	---------------	-------------------------------------	---

**Tableau des remarques et des recommandations retenues**

Remarques (5)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1:</b> La structure déclare ne pas avoir de plan de formation du personnel à la déclaration.		<b>Recommandation 1:</b> L'établissement est invité à établir un plan de formation du personnel à la déclaration. Transmettre à l'ARS le plan de formation.	<b>Effectivité 2024</b>		<b>Maintien de la recommandation n°1</b>  <b>Délai : effectivité 2024.</b>
<b>Remarque 2:</b> La structure déclare que le circuit du médicament n'est pas formalisé.	Art. L.5126-10 du CSP	<b>Recommandation 2 :</b> La structure est invitée à formaliser le circuit du médicament. Transmettre la procédure à l'ARS.	<b>6 mois</b>		<b>Maintien de la recommandation n°2</b>  <b>Délai : dès formalisation et transmission du circuit du médicament .</b>

<b>Remarque 3 :</b> La structure déclare l'absence d'une procédure de prévention du risque iatrogénie.	ANESM - Juin 2017	<b>Recommandation 3:</b> La structure est invitée à élaborer et mettre en œuvre une procédure de prévention du risque iatrogénie. Transmettre la procédure à l'ARS.	6 mois		<b>Maintien de la recommandation n°3</b>  <b>Délai : dès finalisation de la procédure de prévention du risque iatrogénie .</b>
<b>Remarque 4:</b> La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie (ou par convention).		<b>Recommandation 4:</b> La structure est invitée à s'organiser pour avoir accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie - Sur site ou par convention.	<b>Effectivité 2024</b>		<b>Maintien de la recommandation n°4</b> <b>Délai : Effectivité 2024.</b>
<b>Remarque 5:</b> La structure déclare ne pas avoir signé de convention de partenariat avec un service de psychiatrie.		<b>Recommandation 5 :</b> La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie. Transmettre la convention à l'ARS.	<b>Effectivité 2024</b>		<b>Maintien de la recommandation n°5</b> <b>Délai : Effectivité 2024.</b>